

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 168/02

ÉFAI – 020361 – AMR 28/008/02

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## MENACES DE MORT / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

**ÉQUATEUR**      **Luis Villacís Maldonado, candidat du *Movimiento Popular Democrático* (MPD, Mouvement populaire démocratique) à l'élection présidentielle**

**Stalin Vargas Meza, parlementaire membre du MPD**  
**Gustavo Terán Acosta, représentant national du MPD**  
**Ciro Guzmán Aldaz, représentant national du MPD**

Londres, le 5 juin 2002

Des membres éminents du parti d'opposition *Movimiento Popular Democrático* (MPD, Mouvement populaire démocratique) reçoivent des menaces de mort et Amnesty International considère qu'ils sont en danger. Le MPD a été très critique à l'égard du gouvernement et deux parlementaires membres de ce parti ont été abattus en 1999 dans des circonstances qui restent à élucider.

Le député et membre du MPD Stalin Vargas Meza a reçu le 20 mai un coup de téléphone anonyme en provenance d'une cabine téléphonique située dans un immeuble à bureaux de la capitale, Quito. L'auteur de cet appel lui a proféré les mots suivants : « *Stalin, fils de p..., nous allons te tuer* ».

Le représentant national du MPD **Ciro Guzmán Aldaz** a lui aussi reçu un appel téléphonique anonyme ce jour-là dans lequel on lui annonçait également qu'il allait mourir. Plus tard dans la journée, il a reçu deux autres appels dont l'auteur n'a pas proféré un seul mot. Ces appels auraient été passés depuis une société située à Quito. Un employé de cette société a affirmé que personne n'avait utilisé le téléphone pour appeler **Ciro Guzmán Aldaz**.

**Luis Villacís Maldonado**, candidat du *Movimiento Popular Democrático* (MPD, Mouvement populaire démocratique) à l'élection présidentielle qui doit avoir lieu dans trois mois et **Gustavo Terán Acosta**, représentant national du MPD, ont reçu des appels similaires. Les appels destinés à ces deux hommes auraient été passés à partir du même téléphone.

Les quatre membres du MPD ont écrit au ministère de l'Intérieur le 28 mai pour signaler les menaces dont ils ont fait l'objet. Ils n'ont pas reçu de réponse à ce jour.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le MPD est très critique à l'égard du gouvernement actuel qu'il accuse d'être corrompu et d'avoir mené une politique économique ayant aggravé la pauvreté dans le pays.

Les menaces de mort décrites ci-dessus ont été proférées alors que se prépare l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu en septembre 2002. Elles semblent faire partie des manœuvres d'intimidation dont sont victimes les organisations de défense des droits humains, les journalistes, les personnalités de la société civile et les personnes qui critiquent le gouvernement. Ces manœuvres auraient débuté en juillet 2001 lorsqu'un groupe appelé *Legión Blanca* a commencé une campagne d'intimidation par courrier électronique (voir l'AU 189/01 - AMR 28/017/2001 du 26 juillet et sa mise à jour AMR 28/018/01 du 2 août). Le premier courrier électronique envoyé par le groupe citait **Luis Villacís Maldonado** et l'accusait, en même temps que d'autres syndicalistes et membres de partis politiques de gauche d'être des « criminels » et de servir les intérêts de Cuba.

Le 17 février 1999, deux députés membres du MPD, **Jaime Hurtado Gonzalez** et **Pablo Vicente Tapia Farinango**, ont été abattus près du Congrès national à Quito, en même temps qu'un autre homme, **Wellington Borja Nazareno**. Le tueur se serait enfui à bord d'un véhicule qui l'attendait.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après** (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité des personnes nommées ci-dessus ;

- demandez aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection de ces personnes afin qu'elles puissent poursuivre leurs activités légitimes en toute sécurité ;
- demandez que soit ouverte sans délai une enquête sur les menaces de mort alléguées et insistez sur la nécessité que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les personnes soupçonnées d'être responsables de ces agissements soient déférées à la justice.

**APPELS À : Obtenir une ligne de fax peut s'avérer difficile en Équateur. Persévérez s'il vous plaît. Si quelqu'un vous répond, dites : « Por favor, me puede dar tono de fax » (« S'il vous plaît, donnez-moi la ligne de fax »).**

**Ministre de l'Intérieur :**

Dr. Marcello Merlo Jaramillo  
Ministro de Gobierno y Policía  
Ministerio de Gobierno y Policía  
Benalcázar y Espejo  
Quito, Équateur

**Fax :** + 593 258 3966

**Télégrammes :** Ministerio de Gobierno, Quito, Équateur

**Formule d'appel :** *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

**Commission parlementaire des droits humains :**

Ab. Elsa Bucaram  
Presidente de la Comisión Especializada Permanente  
de los Derechos Humanos del H. Congreso Nacional  
Luis Saá y Sodiro  
Edificio Daniel Cadena, 1° piso, oficina 108  
Quito, Équateur

**Fax :** + 593 2 2504 295

**Formule d'appel :** *Señora Presidente* / Madame la  
Présidente,

**COPIES À :**

**Organisation de défense des droits humains :**

Centro de Documentación en Derechos Humanos  
« Segundo Montes Mozo S.J. »  
Nicolás Jiménez, 5° piso, E 4, 223  
y Av. 12 de Octubre E-3  
Quito, Équateur

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Équateur dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents  
Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur Internet : [www.efai.org](http://www.efai.org)*